

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

EDMOND MALINVAUD

Sociétés de statistique locales, nationales et internationales

Journal de la société statistique de Paris, tome 125, n° 3 (1984), p. 143-150

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1984__125_3_143_0

© Société de statistique de Paris, 1984, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

COMMUNICATIONS

**SOCIÉTÉS DE STATISTIQUE LOCALES, NATIONALES
ET INTERNATIONALES (*)**

Edmond MALINVAUD

*Directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques,
ancien président des Sociétés de statistique*

Je vous propose de consacrer ce soir quelques réflexions à la vie et au rôle **d'associations** qui, comme la nôtre, réunissent des statisticiens désireux d'approfondir certaines **questions**, techniques ou autres, soulevées par l'exercice de leur métier. Que de telles réflexions aient lieu à l'**occasion** doit sembler bien naturel, puisque toute personne physique ou morale sent périodiquement le **besoin** de s'interroger sur sa place et sur son action.

Il n'y avait évidemment aucune nécessité à ce que l'initiative d'aborder ce **sujet** me revienne. Seuls un goût pour la vie associative désintéressée et certaines circonstances de **mon** existence expliquent ce qui m'a poussé à choisir le sujet. Mes contacts étrangers, dans le cadre de l'**Institut** International de Statistique et autrement, jusqu'à cet événement très particulier que fut pour J.-C. Deville et moi la participation à la cérémonie fêtant le 150^e anniversaire de la Manchester Statistical Society, m'ont notamment sensibilisé à la diversité de cette population que constituent les Sociétés **de** statistique. Mon exposé pouvait dès lors comporter des informations qui ne sont sans doute pas **familiales** à tous ici.

Pour l'essentiel, je me propose de décrire et de réfléchir sur un état de fait, **non de** formuler des recommandations. Le mode descriptif paraît bien en effet le mieux adapté à la réflexion à laquelle nous pouvons nous livrer actuellement. Il serait tout à fait maladroit de focaliser notre **attention** sur ce qui pourrait avoir des implications pour notre Société de statistique de Paris; je m'**abstiendrai** de le faire. Pour être franc, j'ajoute que je n'aurais eu aucune recommandation particulièrement **intéressante** à présenter si l'envie d'adopter le mode prescriptif m'avait pris.

Enfin, un traitement complet du sujet exigerait un exposé beaucoup plus long **que** ceux habituels dans nos réunions et une préparation beaucoup plus importante que celle à laquelle j'**ai pu** procéder. Il s'agira donc ici d'évoquer divers aspects du sujet plutôt, que de le couvrir en **totalité et à fond**.

Au centre de l'exposé, doit se situer une description de la population actuelle **des** Sociétés de statistique. Mais il est sans doute important aussi d'étudier leur genèse, ce qui fera l'**objet d'**une première partie. Quant à la troisième et dernière partie, elle décrira les fonctions et certains **problèmes** actuels des Sociétés de statistique.

(*) Communication faite le 18 janvier 1984 devant les Sociétés de statistique de Paris et de France.

1 — REPÈRES HISTORIQUES

C'est au début du XIX^e siècle que les premières Sociétés de statistique semblent avoir vu le jour, au moment où se développait l'intérêt pour la connaissance objective et où l'essor des sciences suscitait la création d'associations semblables dans bien d'autres disciplines. Un survol de ce qui s'est passé depuis peut s'organiser autour de dates repères espacées de trente ans environ.

Vers 1830 furent créées les premières Sociétés de statistique à avoir une activité et une existence durables (1). Depuis déjà plusieurs décennies, la statistique avait fait son apparition dans de nombreux secteurs de l'activité administrative : non plus seulement la démographie étroitement conçue (dont le développement est beaucoup plus ancien), mais aussi l'instruction publique, la justice et la criminalité, l'hygiène et la médecine, l'agriculture, les autres activités économiques (2).

En 1827, à l'initiative de médecins et autres savants, avec l'appui des autorités administratives et consulaires locales, naît une Société de statistique de Marseille qui sera très active jusque vers 1870. En 1829, un ancien professeur, grand fonctionnaire, évoluant dans la haute société parisienne, crée la Société française de statistique universelle qui aura jusqu'à plus de mille membres et mènera une activité brouillonne pendant vingt ans. En 1833, des hommes d'affaires réformistes, soucieux de combler les lacunes de la connaissance des populations travailleuses et de démontrer la viabilité du système des manufactures, fondent la Manchester Statistical Society qui connut une période initiale d'activité particulièrement intense, puis trouva un rythme de croisière plus modeste et fêta son cent-cinquantième anniversaire au printemps dernier. En 1834, par l'initiative d'un mathématicien à préoccupations politiques, avec l'appui et la participation du grand statisticien belge Adolphe Quételet, un groupe d'universitaires, agissant dans le cadre de la British Association for the Advancement of Sciences, crée la Statistical Society of London, qui prendra en 1886 le titre de Royal Statistical Society. Il y a aussi lieu de mentionner la création en 1826 d'une société à Francfort, qui existe encore mais sur laquelle je suis mal informé, et en 1839 de l'American Statistical Association.

Une des caractéristiques notables de ces premières sociétés fut d'avoir souvent l'ambition non seulement de promouvoir la diffusion et le progrès des techniques statistiques, mais aussi de mener à bien elles-mêmes des investigations statistiques. Ce fut particulièrement le cas de la Société de statistique de Marseille et de la Manchester Statistical Society.

C'est en 1860 que fut créée notre Société de statistique de Paris, sous la présidence, pendant huit ans, d'un brillant ingénieur des Mines, Michel Chevalier, avec la participation surtout de hauts fonctionnaires, dont les plus illustres furent ensuite ainsi décrits : Villermé, le statisticien correct qui rêvait de faire de l'économie politique une science exacte, Lavergne, l'agronome de précision, Wolowski, qui plaidait si habilement par les chiffres les causes qu'il avait adoptées, monnaies, banques, douanes, Passy, ce vétéran des affaires publiques et des sciences de l'État. Je n'en dis pas plus, la vie de notre Société pendant les cent premières années de son existence ayant été parfaitement décrite dans le long article documenté que publia P. Depoid en 1961 (*op. cit.*).

En 1885 est fondé l'Institut International de Statistique (3). A vrai dire, la collaboration internationale dans le domaine statistique avait commencé plus tôt. En 1851, parlant à l'exposition universelle de Londres, Adolphe Quételet avait éloquemment plaidé pour la création d'un Congrès International

1 J'utiliserai abondamment ici et par la suite l'article de Pierre Depoid, « Contribution à l'histoire de la Société de Statistique de Paris », paru dans *Le Journal de la Société de Statistique de Paris*, avril mai juin 1961. Un ouvrage a été consacré à l'activité des premières Sociétés de statistique anglaises, voir M J Cullen, *The Statistical Movement in Early Victorian Britain*, The Harvester Press Limited, Hassocks, Sussex, 1975

2 Pour prendre connaissance de cette naissance de nombreuses statistiques officielles, voir *Pour une Histoire de la statistique*, I.N.S.E.E., Paris, 1976

3 Sur l'histoire de l'I.I.S., voir J.W. Nixon, *A history of the International Statistical Institute, 1885-1960*, I.I.S. La Haye, 1960

de Statistique afin « d'introduire de l'unité et de l'ensemble dans les recherches de la statistique ». Cet appel fut entendu et repris par les statisticiens officiels; le Congrès tint des sessions, environ tous les trois ans de 1853 à 1876, celles-ci étant consacrées principalement à la coordination des statistiques publiques; mais des difficultés politiques provoquèrent en 1878 la dissolution de fait du Congrès. L'idée d'une association internationale fut reprise à l'occasion du cinquantenaire de la Statistical Society of London; il devrait s'agir alors non plus d'une association « officielle » mais d'une association « libre » qui éviterait les écueils rencontrés par le Congrès. C'est ainsi que fut créé l'Institut, un Bureau Permanent étant ultérieurement institué à La Haye (1913).

Les deux autres époques repères que je voudrais citer pour marquer l'histoire des Sociétés de statistique ne concernent plus la fondation de nouvelles sociétés, mais l'environnement général dans lequel ces sociétés opèrent.

C'est d'abord 1919, date de la création de la Société des Nations, qui marque le début de la prise en charge de la collaboration internationale en matière de statistique publique par des organisations officielles. Dès ce moment fut créée une Commission de Statistique Internationale. L'activité de coordination statistique menée par le Bureau International du Travail, par la Société des Nations, ultérieurement par l'Organisation des Nations Unies et ses organismes subsidiaires fut si importante qu'elle diminua beaucoup l'utilité d'interventions que des sociétés libres peuvent faire dans ce domaine.

C'est ensuite 1947, date de la vingt-cinquième session de l'I.I.S. à Washington, date de la reprise des contacts internationaux après la guerre, mais beaucoup plus encore, date d'un essor considérable de la statistique mathématique. Après un lent début, durant l'entre-deux-guerres principalement en Angleterre, la statistique mathématique devenait une discipline autonome avec des enseignements spécialisés, puis des départements ou unités d'enseignement et de recherche indépendants. C'est tout un champ nouveau de problèmes méthodologiques qui s'ouvrait, toute une population nouvelle de savants qui souhaitait développer de libres échanges scientifiques entre ses membres. Les Sociétés de statistique ne pouvaient manquer de répondre à ce besoin. La répartition de leurs activités s'est naturellement déplacée; elles sont devenues plus souvent mathématiques, plus souvent universitaires; mais ceci dans le cadre d'une expansion générale foisonnante.

2 — CONSTELLATION ACTUELLE

Comme dans tout milieu vivant, on constate aujourd'hui une grande diversité dans cet ensemble que constituent les Sociétés de statistique existant dans le monde.

A vrai dire, je ne suis pas sûr de bien décrire cet ensemble, car je dépends d'une unique source d'information, le répertoire des Sociétés de statistique édité par l'Institut International de Statistique ⁽⁴⁾. Or, si ce répertoire est assez bien documenté, j'ai tout lieu de penser qu'il n'est pas complet.

Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord il se peut que le Bureau Permanent ignore l'existence de petites sociétés, cependant actives. Ensuite, bien qu'aucune indication ne le précise, je suppose que le répertoire entend se limiter aux sociétés vivantes, qui lui font parvenir un minimum d'informations; or cette condition peut se traduire par l'absence de certaines associations qui ne peuvent pas ou ne veulent pas entretenir de relations avec l'I.I.S. Ainsi, on note que ne figure dans le répertoire aucune association qui s'affiche ouvertement comme contestataire ou radicale, or il doit bien encore en exister. On note aussi l'absence d'association polonaise, roumaine, bulgare ou russe (mais figurent des associations chinoise, hongroise et tchèque). Je sais encore qu'il existe une association taiwanaise que l'I.I.S. doit igno-

⁴ *Directory of Statistical Societies, 1982, International Statistical Institute, The Hague, 1982.*

rer en raison **de ses** accords avec les statisticiens chinois (l'I.I.S. ne fait dans ses publications aucune référence à **tout ce** qui pourrait apparaître comme prétendant indiquer l'existence d'une seconde nation chinoise).

Se pose **aussi** un problème de définition. Or le répertoire est silencieux sur celle qu'il retient, ce qui me paraît **d'ailleurs** regrettable pour une publication émanant d'un organisme statistique. Le principe semble **bien être** de ne faire figurer que des associations indépendantes ayant pour objet principal le progrès et la **diffusion** des méthodes statistiques et de leurs applications. Ceci conduit à éliminer d'un côté les **amicales**, telles que l'Association des Anciens Élèves de l'I.S.U.P., ou les associations qui, telle celle du CREDOC, servent de support légal à un organisme de recherche ou d'étude. (On note cependant la **présence**, peut-être diplomatique, de l'Indian Statistical Institute, que j'aurais, quant à moi, écarté par **application** de ce second critère, bien qu'il comporte 400 membres et organise de nombreuses activités **scientifiques**, notamment la publication de revues de haut niveau.)

Quoi **qu'il** en soit, le répertoire donne des informations très utiles sur 60 sociétés, mis à part les sociétés **internationales**.

La **première** remarque qu'il suggère provient de la quasi-absence de sociétés locales. On n'en trouve que **deux** : la Calcutta Statistical Association qui compte 60 membres et édite un bulletin trimestriel, la Manchester Statistical Society, qui a 250 membres et publie un compte rendu annuel de ses travaux. (Je ne **compte**, bien entendu, pas là notre Société de statistique de Paris qui est reconnue comme une association **nationale**.)

Alors **qu'au** XIX^e siècle, les fondateurs avaient souvent conçu leurs associations comme devant opérer dans l'**environnement** immédiat d'une grande ville, le niveau national apparaît aujourd'hui presque partout **comme** offrant la dimension géographique minimum pour les activités que les Sociétés de statistique **prétendent** mener. L'histoire de la Société de Marseille est sans doute typique à cet égard : après quarante **années** d'activités autonomes, elle a été progressivement absorbée dans un ensemble à vocation **disciplinaire** plus vaste, où les historiens et géographes dominaient, à tel point qu'on n'y trouve plus aujourd'hui **de** statisticiens.

Assez **intéressants** vis-à-vis de cette évolution semblent être les efforts fournis par l'*American Statistical Association* pour décentraliser ses activités par l'animation de 67 « chapitres » localisés à travers les États-Unis **et** le Canada. Cinq ou six de ces chapitres ont un nombre important de membres ainsi qu'un **programme** vivant et substantiel d'activités, au point d'ailleurs d'en venir presque parfois à prétendre à une **identité** autonome, comme le titre de « Washington Statistical Society » pris par le chapitre de Washington **tend** à le faire croire. Cependant, à tout moment un tiers environ des chapitres demande à être **revitalisé** (5).

Il faut **signaler** aussi que la Royal Statistical Society fait fonctionner, de façon apparemment régulière, 17 **groupes** locaux qui, en 1982-1983, ont tenu de 3 à 8 réunions avec des communications sur des sujets **techniques** (6).

Les 58 **sociétés** nationales figurant au répertoire se distinguent bien évidemment entre elles quant à l'intensité et à la **qualité** de leurs activités. Il est certes difficile d'apprécier précisément ce qu'il en est à partir de la **documentation**, malgré tout brève et schématique, donnée par chaque société à l'I.I.S. Néanmoins, je **crois** être dans le vrai en disant que les activités de nos deux associations françaises, l'Association **des** statisticiens universitaires et la Société de statistique de Paris, sont bien représentatives de celles **auxquelles** se livre la moitié la plus active des sociétés nationales, à l'exception de l'*American Statistical Association* et de la Royal Statistical Society. La tenue régulière des séances mensuelles ou

5 Voir J.J. Corson, « The American Statistical Association A study and Recommendations », *The American Statistician*, november 1983 Sur l'activité des chapitres en 1980, voir un bref compte rendu dans *Amstat News*, February 1981

6. Voir Royal Statistical Society, *149th Annual Report of the Council*.

d'une session annuelle de deux à trois jours et la publication d'une revue trimestrielle me semblent constituer le prototype commun (7).

Ce qui distingue les deux grandes sociétés anglo-saxonnes, outre leurs activités locales, et le nombre de leurs membres (5 000 en Angleterre, 15 000 aux États-Unis), c'est l'importance du travail fourni dans des sections spécialisées par domaine et dans des comités traitant de sujets particuliers. Les sections, au nombre de 7 en Angleterre et de 8 aux États Unis, tiennent chacune un nombre de réunions comparable à celui de la société mère et d'une tenue scientifique souvent analogue. Les comités, 22 en Angleterre et 48 aux États-Unis, comprennent chacun un petit nombre de membres et s'occupent de sujets les plus variés : le programme des réunions et congrès, l'édition des revues, l'attribution des prix, mais aussi la position que doit prendre, ou le rôle que peut jouer, l'association vis-à-vis des questions les plus diverses : projets concernant l'enseignement de la statistique, ou la réorganisation de telles ou telles statistiques officielles, affaires concernant la validité de résultats statistiques, définition de programmes de recherche, etc.

Les sociétés statistiques internationales sont en nombre limité. Outre l'I.I.S. et ses sections, le répertoire en cite 14, mais la plupart d'entre elles, telles la Société d'économétrie ou l'Association actuarielle internationale, n'ont pas la statistique comme sujet central de préoccupation. Si on les élimine, il n'en reste plus que 3 : l'Institut de statistique mathématique, d'ailleurs très américain, l'Inter-American Statistical Institute et l'International Institute for Vital Registration and Statistics. C'est uniquement l'Institut International de Statistique qui peut prétendre représenter au niveau mondial l'ensemble des statisticiens et qui retiendra notre attention aujourd'hui.

Avec ses 1 200 membres élus et ses 130 membres *ex officio*, l'I.I.S. est bien perçu en effet comme étant l'association internationale représentant l'ensemble des statisticiens. Son influence déborde évidemment le cercle de ses membres : par ses publications d'abord, quoique leur qualité soit parfois critiquée et que leur circulation soit plus faible qu'on aurait pu le penser, par ses sessions bisannuelles qui sont tenues dans les quatre coins du monde et où participent de nombreux statisticiens non membres, par ses sections auxquelles adhèrent quelque 2 000 à 2 500 statisticiens non membres de l'I.I.S., par ses travaux tels que son programme sur l'enseignement de la statistique ou son pilotage de l'Enquête Mondiale de la Fécondité, enfin, dans la statistique officielle, par l'intérêt que de plus jeunes statisticiens portent aux activités de certains de leurs supérieurs hiérarchiques membres de l'Institut.

L'I.I.S. a cependant de nombreux problèmes qui proviennent de trois causes fondamentales.

Premièrement, même en cette seconde moitié du xx^e siècle, les organisations vraiment mondiales subissent certains échos des conflits politiques qui divisent le monde. Bien que créé en Europe Occidentale et intéressant surtout les statisticiens de l'Ouest, l'I.I.S. a réussi à être présent partout dans le monde, trois sessions successives ayant eu lieu à Delhi, Manille et Buenos Aires. Mais les divergences de points de vue entre le Nord et le Sud, ainsi que les problèmes politiques de tous ordres, affectent souvent son existence. C'est inévitable; il est inutile d'en parler davantage, si ce n'est pour reconnaître que ceci interdit à l'Institut de prendre position à propos de problèmes pourtant importants concernant la statistique ou les statisticiens.

Deuxièmement, comme la plupart des associations privées, l'I.I.S. vit sous la menace permanente de graves difficultés financières. La création du Bureau Permanent en 1913 fut évidemment une excellente décision; mais ceci constitue une charge fixe qui est actuellement disproportionnée aux ressources que l'Institut tire des cotisations, pourtant assez élevées, versées par ses membres et des recettes provenant de ses publications. Certaines subventions gouvernementales et une faible marge prélevée sur

7 Il est possible cependant que certaines autres sociétés étrangères que les deux citées ici réalisent un programme substantiellement plus important, l'information à ma disposition ne le fait pas apparaître, sauf pour l'Indian Statistical Institute, cas particulier que j'ai déjà évoqué

le financement de ses travaux directs ont assuré jusqu'à présent l'équilibre de ses budgets; mais sur ces deux postes, l'avenir n'est pas garanti.

Avec la fin du programme de l'Enquête Mondiale de la Fécondité s'ouvre d'ailleurs une nouvelle période. Contrairement aux autres Sociétés de statistique d'aujourd'hui, rappelant en cela les ambitions de certaines des premières sociétés du XIX^e siècle, l'I.I.S. entend en effet continuer à mener des opérations de recherche, de conseil ou d'investigation statistique. Il a créé un Centre de recherche qui devrait non seulement assurer la conservation et les exploitations secondaires du fonds constitué par les données réunies lors de l'Enquête Mondiale, mais aussi participer à de nouveaux travaux. La décision a été débattue, parfois avec violence, mais a été finalement prise.

Troisièmement, les statisticiens constituent, il faut bien le reconnaître, une population très hétérogène. Entre ceux qui ont à conduire les grandes opérations de collecte ou de dépouillement statistique et ceux qui travaillent sur les fondements de la statistique mathématique, il n'y a aujourd'hui, à dire vrai, pas de préoccupation commune. Toute association prétendant réunir l'ensemble des statisticiens d'un pays, d'une région ou du monde est confrontée à ce problème. Quelqu'imaginatifs que soient les groupes de réflexion se penchant sur la difficulté, et l'I.I.S. en a animé un excellent il y a peu, ils ne peuvent qu'aboutir à des propositions fort limitées qui ne changent pas le problème de fond.

C'est d'ailleurs pourquoi l'Institut doit évoluer vers une espèce de fédération de sections à vocation plus étroitement spécialisée. Il y en a actuellement quatre : la Société Bernoulli traitant de statistique mathématique, l'Association Internationale de Statistique Régionale et Urbaine, l'Association Internationale d'Informatique Statistique et l'Association Internationale des Statisticiens d'Enquête. Il est question de créer une cinquième section concernant la statistique officielle. Malheureusement, une seule des quatre sections existantes a dépassé le stade où leur viabilité à long terme serait démontrée; la Société Bernoulli a des activités nombreuses et vivantes; mais les programmes et les réalisations des trois autres sections sont encore très modestes; l'I.N.S.E.E. qui aide deux d'entre elles à vivre ne peut d'ailleurs manquer de s'inquiéter de ces difficultés.

C'est un des faits à retenir dans toute réflexion sur le rôle et l'avenir des Sociétés de statistique.

3. QUELLES DESTINÉES?

Les Sociétés de statistique sont de libres associations qui ne peuvent exister que dans la mesure où elles apportent à leurs membres. Elles peuvent leur apporter l'occasion d'échanger des informations sur les progrès des méthodes et techniques statistiques, l'occasion d'élaborer une doctrine commune vis-à-vis de certaines questions posées aux sociétés humaines par le développement des statistiques, l'occasion enfin de réaliser en commun des investigations statistiques directes.

De ces trois fonctions possibles des Sociétés de statistique, j'examinerai un peu plus ici les deux premières. La troisième ne me paraît plus susceptible aujourd'hui de concerner d'autres sociétés que l'I.I.S. Celui-ci seul a un avantage comparatif par rapport aux organismes non associatifs compétents pour mener à bien les investigations statistiques; à savoir être moins empêtré dans les problèmes de tous ordres qui paralysent souvent les organisations internationales.

Où existent des besoins, à satisfaire par de libres associations, pour des échanges d'information sur les méthodes et techniques statistiques? Entre spécialistes de la statistique mathématique tout d'abord, ceci est bien clair. Les revues des deux grandes associations anglo-saxonnes en sont un témoignage vivant. La vitalité de la Société Bernoulli et d'autres sociétés à vocation voisine le démontre aussi.

A l'opposé, j'ai le sentiment que de libres associations ont peu d'utilité pour les échanges d'information technique entre statisticiens gouvernementaux. Ceci tient, je pense, à ce que la statistique gouvernementale est beaucoup plus concentrée et beaucoup mieux structurée que la recherche académique en statistique mathématique. Les échanges d'information existent dans un cadre officiel, ce qui réduit beaucoup l'intérêt de nouveaux échanges dans d'autres cadres. C'est uniquement au niveau internatio-

nal, notamment entre pays éloignés, que des besoins réels peuvent être satisfaits par l'I.I.S. : entre statisticiens européens et américains ou indiens par exemple.

Il convient toutefois de reconnaître le rôle important que peuvent jouer les Sociétés de statistique pour permettre aux statisticiens officiels de faire comprendre autour d'eux ce que sont leurs productions, ce qu'elles valent, sous quelles conditions elles pourraient être améliorées, complétées ou publiées plus rapidement. Dans le contexte de réunions libres, des débats approfondis peuvent se développer sans subir les contraintes que d'autres modes de communication impliquent.

J'ai déjà exprimé, à plusieurs reprises au cours des dernières années et dans des contextes variés, la thèse selon laquelle il y avait peu de besoins pour des échanges d'informations méthodologiques entre statistique mathématique et statistique officielle. A chaque fois je me suis heurté à une certaine hostilité, comme si je touchais à un tabou. Les statisticiens mathématiciens, notamment, ont eu le sentiment soit que je contestais leur utilité, soit que je voulais protéger la statistique officielle et son pragmatisme routinier vis-à-vis de remises en cause venant de fins méthodologues.

Telles n'étaient évidemment pas mes intentions. Je considère au contraire comme souhaitable que des esprits intelligents, voire les plus grands génies de la planète, s'intéressent précisément aux problèmes de la statistique officielle; ils découvriront vite que les plus ardues de ces problèmes ne relèvent pas de la statistique mathématique mais tantôt des sciences portant sur les sujets que les statistiques cherchent à mesurer (économie, sociologie, démographie...), tantôt d'une discipline qui aiderait à bien organiser des opérations très complexes, parfois de type informatique, discipline que je veux bien appeler « analyse de système ».

Les acquis de la statistique mathématique sont certes souvent utiles dans la statistique officielle. Mais, justement parce qu'il s'agit d'acquis, ils ont été assimilés au stade de l'enseignement et ne nécessitent plus d'échanges d'information. Il y a bien entendu des exceptions occasionnelles suscitées par le développement de la statistique officielle. Ce fut le cas il y a près d'un demi-siècle maintenant avec la conception et la mise au point des techniques de sondage; ce peut être le cas aujourd'hui avec l'analyse des données de grandes bases de données statistiques, analyse à laquelle les statisticiens officiels devraient, à mon avis, consacrer plus d'efforts qu'ils ne le font généralement, notre pays étant à cet égard une exception ⁽⁸⁾.

Je ne perçois pas précisément quelle peut être l'importance des besoins d'échanges d'information technique à l'intérieur des domaines d'application de la statistique dans lesquels je ne travaille pas. Mais j'ai le sentiment qu'existent dans la plupart des cas des associations spécialisées qui satisfont ces besoins, comme le font par exemple, pour les applications économiques, la Société d'Économétrie ou l'Association d'Économétrie Appliquée.

En revanche, existent des besoins clairs pour la transmission des expériences d'un domaine d'application à un autre quant à la conception ou à l'adaptation de méthodes utiles en vue de traiter des problèmes spécifiques à chacun de ces domaines. Les Sociétés de statistique sont à cet égard irremplaçables; elles devraient toujours privilégier les activités qui facilitent de telles communications, par exemple la présentation de progrès réalisés dans une discipline pour l'application d'un type de méthode statistique; pour quelqu'un n'appartenant pas à la discipline, il y a toujours à apprendre dans les présentations ayant cet objet.

Il est bien connu que les doctrines les plus novatrices ont mûri à l'intérieur d'associations libres. Les Sociétés de statistique ont donc un grand rôle à jouer pour élaborer ce que peuvent être les doctrines communes aux statisticiens. Trois exemples peuvent servir à bien faire apparaître ce qui est en cause ici.

Chacun sait à quel point la conception de l'éducation est délicate. Les préoccupations pédagogiques doivent se combiner avec une bonne évaluation de ce qui sera utile pour les élèves longtemps après

8 Voir J. C. Deville and E. Malinvaud, « Data analysis in official socio-economic statistics », *Journal of the Royal Statistical Society*, Series A, Vol 146, Part 4, 1983.

leur passage par les institutions d'enseignement. Dans le domaine de leur compétence, les statisticiens pourraient utilement déterminer comment concevoir au mieux tel ou tel enseignement, par exemple celui visant à l'acquisition de l'esprit statistique et de certaines techniques élémentaires dans le secondaire, ou encore celui ayant pour objet la formation des statisticiens gouvernementaux, deux problèmes qui n'ont pas encore été résolus à la satisfaction de tous.

Chacun comprend qu'il existe une déontologie du métier de statisticiens. L'exercice de ce métier comporte des obligations morales que les intéressés savent le plus souvent parfaitement reconnaître. Mais il y a des cas difficiles, tantôt parce que respecter ces obligations coûte cher, plus cher peut-être qu'il n'est raisonnable, tantôt parce que diverses obligations morales entrent en conflit entre elles. C'est pour savoir mieux faire face à ces cas difficiles que la réflexion déontologique peut être utile. Il est donc très opportun que l'Institut International de Statistique s'occupe depuis quelques années de rédiger un code éthique. Le même thème, traité soit généralement, soit sur tel ou tel de ses aspects, peut intéresser toutes les Sociétés de statistique.

Les collectivités modernes, inquiètes des potentialités de l'informatique, cherchent à prendre des dispositions qui garantissent de façon convenable la liberté individuelle. Concevoir les bonnes règles institutionnelles pour le XXI^e siècle n'est évidemment pas aisé, puisque des préoccupations contradictoires interviennent. L'une d'elles concerne la possibilité d'obtenir à faible coût, par l'exploitation de données administratives, des données statistiques, utiles notamment à la recherche ou à l'information du citoyen. Dans certains pays, les lois récentes ou la jurisprudence en voie de formation ont tendu à sacrifier abusivement la statistique. Une doctrine collective devrait donc s'élaborer concernant la compatibilité entre protection des libertés individuelles et production de l'information statistique économique et sociale. Les Sociétés de statistique ont un rôle à jouer à cet égard ⁽⁹⁾.

Allant au-delà de ces exemples et de la préoccupation pour l'élaboration de doctrines communes, on peut se demander si les Sociétés de statistique sont aptes à jouer le rôle d'« académies ». La question que je pose ainsi est celle de savoir si les Sociétés de statistique peuvent s'adresser directement aux non-statisticiens en s'exprimant avec une autorité scientifique reconnue sur des sujets intéressant les contemporains et mettant en cause la compétence statistique. Que des occasions pour de telles manifestations puissent se présenter fait peu de doute. Pensons à la question de savoir quels risques le tabac faisait courir à la santé, à la campagne « indice I.N.S.E.E., indice truqué », à l'accès des chercheurs à certaines données confidentielles, etc. Cependant les Sociétés de statistique se manifestent rarement vis-à-vis du grand public. Pourquoi?

La question, à vrai dire, dépasse la statistique. Les académies elles-mêmes se manifestent rarement de la sorte et ne retiennent pas toujours l'attention qu'elles méritent. En France, peu de gens pensent à faire appel à l'Académie des Sciences Morales et Politiques. Quand l'Académie des Sciences s'exprime sur la réforme de l'enseignement supérieur, on semble lui attribuer moins de compétence pour le faire qu'on en attribue à un syndicat défendant des intérêts catégoriels.

C'est effectivement aux États-Unis, où le pouvoir politique est particulièrement faible et la communauté scientifique particulièrement bien organisée, que l'on trouve, avec la National Academy of Sciences, une académie intervenant souvent avec autorité dans la vie publique. Ceci explique sans doute pourquoi l'American Statistical Association s'interroge à l'occasion sur le fait de savoir si elle ne devrait pas intervenir publiquement sur tel ou tel problème d'actualité.

Je crois ce cas unique. Mais j'ai voulu le citer en terminant, de façon à vous permettre de méditer sur sa signification.

9 A titre d'exemple de ce qui aurait pu intervenir dans le cadre d'une société de statistique, on peut examiner les débats de l'atelier 2, « Statistique et respect des libertés individuelles », dans *la Statistique dans une Société pluraliste et décentralisée*, Actes du colloque du Conseil National de la Statistique, I.N.S.E.E., Paris, 1983